

la Dette

du Tiers Monde



Edito

Le FMI (p2) ou les IMF (p3), quel choix ? De la macrofinance à la microfinance les populations sont endettées, collectivement ou individuellement, en servitude devant un système financier mondial qui exploite et pille à tous les niveaux et de toutes les façons.

Les formules néolibérales qui ont été un fiasco en termes de développement humain au Sud arrivent avec force au Nord, pour imposer une toute nouvelle forme de domination par la tutelle financière et le bâton des agences de notation (p8).

Un triste anniversaire de cent ans (p6) a mis en évidence l'immense recul des travailleurs de ce monde. On dit que les populations des pays du Sud ont le droit de travailler mais est-ce que cette question devrait être considérée de cette façon, vu ce que les conditions de travail au Bangladesh mettent en évidence ?

Les Chagossiens déplacés (p4) veulent retourner chez eux sans tomber dans le piège d'une zone de protection écologique, les Tunisiens voudraient faire un audit de leur dette publique (p6), pas question de continuer à payer les excès du dictateur.

Autant de revendications légitimes qui doivent aboutir.



L'équipe du CADTM France

Agenda

10-04 | Lannion (22), France - La dette du Nord

7-05 | Liège, Belgique - Cycle de formation :
Comprendre la dette sans prise de tête !

14-05 | Liège, Belgique - Cycle de formation :
Comprendre la dette sans prise de tête !

30-06 => 3-07 | Namur, Belgique - Université d'été du CADTM Europe

9-08 => 14-08 - Université d'Été des Attac Europe

12-10 - Journée d'action globale contre le capitalisme

8-10 => 15-10 - Semaine d'action mondiale contre la dette et les IFI

Plus : <http://www.cadtm.org/Agenda>

Ecoutez gronder le Peuple

Écoutez gronder le Peuple,
De la rue, il tient son destin en main.
Surprise des puissances occidentales,
Qui par leurs politiques néocoloniales,
Jettent les affamés sur la dalle,
Corrompent par l'endettement,
Pour inciter le pouvoir à acheter leur armement
Afin d'empêcher tout renversement.

Ces grands maîtres du Monde,
Qui de Washington, du G8 ou du G20,
Sur toutes les ondes et télévisions du monde
Ont toujours le mot de la faim.
Mais face au peuple déterminé, que de paroles en vain ?

Écoutez gronder le Peuple
Chasser les dictateurs-marionnette.
Laisser d'autres pantins amadouer le peuple,
Une âpre et amère chansonnette.
Évincer le harem des présidents de l'occident,
Une révolution en proie à l'autodétermination.

Écoutez se fissurer l'Empire,
Il se pourrait bien,
Qu'armés jusqu'aux dents,
Et dépourvus d'arguments,
Se désaxent le mal et le bien.

Écoutez trembler la rue
La colère indignée des opprimés, des affamés et exploités
Pourrait bien se répandre contre l'austérité imposée.
Au Caire, à Tunis, Athènes ou Alger, les nababs qui en profitent,
Qu'ils soient cachés dans leurs Palaces ou bien en fuite
Pourraient bien voir leur obscène prospérité jugée et mise à nu.



Jérôme Duval

Pour le FMI, les mêmes causes ne sont pas suivies des mêmes effets

Le FMI dit avoir pour mission «... de contribuer à un niveau élevé d'emploi et à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté.», or nous vivons tout le contraire : le chômage ne cesse d'augmenter, l'instabilité économique règne et partout où sévit le FMI, la pauvreté atteint des sommets. Le constat est flagrant, le FMI échoue sur toute la ligne, à commencer par les objectifs affichés dans l'article 1 de ses statuts : «Faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique.»

Alors décrié par les mouvements sociaux et décrédibilisé par ses histoires de corruption, le FMI connaît un manque de liquidité au déclenchement de l'actuelle crise : ses créances ont fondu, passant de 106,8 milliards de dollars fin 2003 à 15,5 milliards fin 2007. On aurait alors pu espérer une autocritique de l'institution débouchant sur une nouvelle orientation politique vers plus de régulation. C'est méconnaître la raison d'être du Fonds qui, incapable de s'écarter de la doctrine néolibérale qui le constitue, est, quoi qu'en dise son directeur général Dominique Strauss Kahn, vouée à la continuité sans véritable changement structurel.

« Donner plus d'argent au FMI revient à mettre le renard dans le poulailler : il va manger toutes les poules »

En avril 2009, les États occidentaux, pourtant en difficulté, décident de renflouer le FMI par l'entremise du G20 afin d'aider l'institution financière à reprendre son rôle de pompier pyromane momentanément ralenti. Celui-ci voit ses ressources tripler, de 250 à 750 milliards de dollars. Les réactions ne se sont pas fait attendre de la part des mouvements sociaux mais aussi de certains gouvernements progressistes : « Donner plus d'argent au FMI revient à mettre le renard dans le poulailler : il va manger toutes les poules », réagit le président bolivien Evo Morales. De son côté, le président vénézuélien Hugo Chavez, s'offusque : « ...ils ont décidé de renforcer un des plus grands coupables de la crise qui est le FMI, alors qu'il faudrait au contraire mettre la clé sous la porte ».

Confrontés à une crise sans précédent, les gouvernements des pays industrialisés appelaient à réformer le capitalisme, il s'agissait en quelque sorte de le réguler pour lui donner meilleure mine. Que n'avions nous pas entendu alors : « Les agences de notations ont fait un travail détestable », « Il faut refonder le capitalisme » scandait le président français Sarkozy en février 2009. Un an plus tard, en janvier 2010, alors qu'on attendait plus de précisions, celui qui s'était octroyé une augmentation de 172 % de son salaire à compter de 2008, martèle : « La France ne remet pas en cause le marché. Mais un marché sans règles n'est pas un marché. Même si trop de règles tuent le marché. ». Décidément, la tâche s'avère plutôt difficile...

Quoi qu'il en soit, les réglementations et la régulation du capitalisme sauvage ont été fortement remises en question par les grands banquiers rassemblés au Forum économique de Davos (Suisse) en janvier 2011. James Dimon, le patron de JP Morgan Chase, devant plus de 2.500 patrons et décideurs de la planète avait alors averti des dangers d'une régulation excessive : « Trop c'est trop ! » s'était-il enflammé. Quelques jours plus tard, le salaire de Lloyd Blankfein, PDG de Goldman Sachs, triple pour atteindre 2 millions de dollars en 2011. « Trop c'est trop » ?

Un G20 de plus en vain ?

Avant les États-Unis, c'est à la France qu'échoue la présidence du G20 et G8 en 2011. Hormis la photo de famille qui clôture ces grandes messes diffusée par tous nos médias commerciaux, il est plus difficile de trouver le coût que représente l'événement pour le contribuable. A titre d'exemple, les précédentes éditions du G8 et du G20 au Canada en 2010 auraient coûté 840 millions d'euros dont 712 millions pour la sécurité. C'est dans le cadre de ces grandes rencontres onéreuses que les dirigeants des pays riches vont tenter de réguler un capitalisme à bout de souffle.

Pour ce faire, Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI (1987 - 2000) conseille Nicolas Sarkozy pour le G20 qui doit se dérouler à Cannes en novembre 2011. Rappelons que Monsieur Camdessus est directement impliqué dans les nombreuses crises qui ont éclaté du fait des politiques

un hueco sin fondo; pero no sólo eso, sino que decidieron fortalecer a uno de los grandes culpables de la crisis que es el FMI, que por el contrario habría que cerrarlo". BBC, 3 avril 2009.

http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/business/newsid_7981000/981306.stm

6 Selon les chiffres transmis en novembre 2007 au journal Le Monde par Roger Karoutchi, le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, l'indemnité mensuelle nette du président de la République est passée de 7 084 euros à 19 331 euros en 2008, soit une augmentation de 172 %, et non de 140 % comme il avait été écrit auparavant

7 Avis sur le projet de loi de finances pour 2011 (n° 2824), Assemblée Nationale, 2011. Action de la France en Europe et dans le monde, Français à l'étranger et affaires consulaires, Présidence française du G20 et du G8, par Mme Geneviève COLLOT, Députée, <http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2011/a2861-ti.asp>

imposés par le Fonds : Mexique (1994), Thaïlande (1997) puis toute l'Asie du sud est (1997-1998), Russie (1998), Brésil (1999), Turquie (2001)... Largement contesté, il devra d'ailleurs quitter ses fonctions le 14 février 2000, un an avant la fin de son 3ème mandat et l'éclatement de la crise en Argentine (2000-2001), pays pourtant considéré comme l'élève modèle du FMI. N'avait-il pas lui-même affirmé « L'Argentine a une histoire à raconter au monde : une histoire sur l'importance de la discipline fiscale, des changements structurels, et une politique monétaire rigoureusement maintenue » ?

Dans un rapport adressé au chef de l'Etat français en janvier 2011, Michel Camdessus estime que la « régulation » devrait être gérée par le FMI et s'appliquer aux États, non au marché, celui-ci devant rester libre et sans entraves afin d'encourager la concurrence la plus sauvage possible. Ce rapport préconise notamment de « renforcer la surveillance du FMI » sur les « politiques budgétaire, monétaire et financière des États » membres et de leur imposer des « normes » dont tout écart pourrait être sanctionné. En clair, il plaide pour « une discipline efficace » et une surveillance accrue du FMI afin d'œuvrer à un ajustement renforcé.

Concocté par un panel de personnalités des plus libérales tel Horst Koehler, ancien directeur général du FMI, ou Paul A. Volcker, ancien président de la Réserve fédérale des États-Unis, le document nous rassure dès la première phrase : « La crise mondiale, qui s'est propagée à la quasi-totalité des économies développées et a réduit la croissance mondiale au cours de la première décennie de ce nouveau siècle, est en voie d'être maîtrisée. » Ouf, nous voilà bientôt sortis d'affaire ! Il est vrai que déjà en mai 2008, le directeur général du FMI Dominique Strauss Kahn avait affirmé au sujet du secteur financier : « les pires nouvelles sont derrière nous ».

Bien sûr, il faudra attendre pour une remise en question car l'heure n'est pas à l'autocritique : « Le but de ce rapport n'est pas de faire le procès de tous les facteurs qui ont contribué à la crise, qu'il s'agisse de l'importance relative de politiques économiques erronées, des faiblesses structurelles des institutions financières, des défaillances de la régulation et de la supervision ou des carences des dispositifs monétaires internationaux. ». Répondant à un autre rapport, du bureau

1 Document du FMI en 2004 où l'institution tente de justifier ses politiques, p.6.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/expr/what/fre/what.pdf>

2 Statuts du FMI, article 1 : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/aa/fre/aa01.htm>

3 Lire Damien Millet et Eric Toussaint, *Quand le FMI entonne un air de pipeau*, <http://www.cadtm.org/Quand-le-FMI-entonne-un-air-de>

4 Rôle qui a acculé les pays du Sud à la misère, lire à ce sujet Damien Millet, Eric Toussaint, *60 questions 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Syllepse 2008

5 "Darle más dinero al FMI es como poner al lobo a cuidar las ovejas: se las va a comer", a manifesté le président bolivien. D'autre part, Hugo Chávez, président du Venezuela, réagit vivement: "Decidieron aplicar la misma medicina que está matando al paciente: un billón de dólares, más dinero para

8 M. Michel Camdessus au siège du FMI, 1er octobre 1998.

Lire Martine Bulard, Les fourberies de M. Camdessus, Le Monde Diplomatique, janvier 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/01/BULARD/11841>

9 Le rapport Camdessus, intitulé : La réforme du système monétaire international : Une approche coopérative pour le vingt-et-unième siècle, 18 janvier 2011, est disponible ici : http://www.global-currencies.org/smil/fr/telechar/articles/pdf/Rapport_Camdessus.pdf

10 Rapport du bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI, intitulé "Performance du FMI dans la période menant à la crise financière et économique : la surveillance du FMI de 2004 à 2007". http://www.ieo-imf.org/eval/complete/pdf/01102011/Crisis_Main_Report_FR_ENCH.pdf

indépendant d'évaluation (BIE) du FMI, Monsieur Strauss Kahn, un demi-million de dollars de salaire annuel, laissera toutefois furtivement apparaître l'incompétence flagrante de l'institution: « *L'incapacité du Fonds à prévenir de la possibilité d'une crise systémique d'une manière suffisamment précoce, pointue et efficace est un fait qui doit nous rendre humble...* ».

1 D. Strauss-Kahn admet l'échec du FMI dans ses prévisions avant la crise, 9 février 2011
<http://www.rtf.be/info/article/detail?id=5591873&cat=ECONOMIE>

Le rapport Camdessus est un énième rapport qui tente une réforme du système pour vivre en pleine croissance dans un monde sans crise, mais loin de chercher une voie salvatrice et porteuse d'espoir, il se raccroche aux fondamentaux qui mènent les peuples à toujours plus de misère. Ainsi le FMI poursuit son rôle de gendarme d'un marché dérégulé et impose ses sanctions aux pays qui n'abdiquent pas. Encadrer un capitalisme sauvage par des règles de plus en plus strictes du FMI pour toujours plus de libéralisme débridé, voilà

l'unique obsession de nos décideurs. Cependant, le coût humain et environnemental d'une telle gestion est devenu si gigantesque, qu'on ne peut esquiver la nécessité de juger les chefs d'orchestre de cette lamentable débâcle, en premier lieu le FMI de Monsieur Strauss-Kahn.

 Jérôme Duval

Microfinance, surendettement et suicides de femmes

La crise actuelle du microcrédit dans l'Inde et les suicides de femmes, sont l'aboutissement du surendettement mis en place par le grand capital pour maintenir dans l'asservissement gouvernements et populations du Tiers-monde depuis 50 ans; un outil essentiel de la conquête. Après le retrait des armées d'occupation et les indépendances proclamées, la question était : comment assurer la continuité de l'extractivisme des ressources naturelles qui avait fait la fortune des pays européens mais surtout de leurs capitalistes depuis 5 siècles ? Sans le maintien de l'importation des minerais, pétrole et produits agricoles à des prix si bas qu'il faut plutôt parler de pillage que d'achat, bien peu des grandes sociétés occidentales auraient pu continuer à générer les fortunes incroyables que détiennent leurs actionnaires aujourd'hui. La transformation de ces matières premières exclusivement au Nord et la vente de biens de consommation de masse qui en sont issus sont à l'origine de la pauvreté d'un côté, et de la surconsommation et du gâchis de l'autre : injustice sociale et désastre environnemental.

L'instauration du système dette dès les premiers jours des indépendances, les assassinats des élus démocrates et la corruption des autres ont maintenu ces pays enchaînés en pérennisant le pouvoir exorbitant du Nord sur le Sud. Pour rembourser ces dettes majoritairement illégitimes les pays les moins développés ont été contraints de poursuivre l'exportation de matières premières non transformées et de maintenir leurs peuples à travailler pour des prix de journées incapables de nourrir leur famille décemment. Depuis les indépendances, la libéralisation imposée par le trio FMI-BM-OMC a entraîné : la disparition des barrières douanières protégeant les petits producteurs face aux mastodontes et aux produits subventionnés du Nord, les privatisations à vil prix des grandes entreprises publiques et la liberté de circulation des capitaux avec le libre rapatriement des bénéficiaires. Ces mesures ont chroniquement affaibli les États du Sud et appauvri leurs populations. Or, la croissance du PIB (produit intérieur brut) - 5% en Afrique voire 8% pour l'Inde - tant vantée par les adeptes de l'économie libérale, ne rend pas compte de la réalité vécue par la majorité de ses habitants. Pour avoir une idée du Revenu National Brut (RNB), celui qui va rester dans le pays pour y être réparti, il faut déduire des chiffres du PIB dont on nous rabat les oreilles, les revenus nets versés à l'étranger. Sans taxes douanières et après privatisation internationale de l'exploitation des ressources naturelles, avec des ETN (entreprises transnationales) quasiment pas

taxées, ce qui reste du PIB pour faire fonctionner les services publics de santé, d'éducation et les investissements dans les infrastructures est extrêmement faible.

Avec de nouveaux prêts, les institutions financières internationales les ont poussés à rembourser des dettes odieuses, qui n'ont jamais servi aux investissements et au développement de leurs pays, mais plutôt à corrompre leurs décideurs et à enrichir les transnationales s'arrogeant les marchés publics locaux. Ainsi, la dérégulation économique, qualifiée du mot « Consensus » de Washington par les plus forts, a été imposée aux forçeps financier aux plus faibles, délicatement nommé plan d'ajustement structurel. Elle a permis de maintenir le Tiers-monde dans le sous-développement. Car, en plus d'exporter de plus en plus de matières premières dont les prix baissaient, ces pays devaient exporter une partie importante des devises obtenues pour tenter de sortir du surendettement. Le libre échange, avec concurrence faussée et étranglement des dépenses entraînant le sous financement des services publics, leur a été imposé par le trio FMI-BM-OMC. Le but affiché : doper l'économie et dégager les sommes ponctionnées dans le budget pour rembourser les créanciers majoritairement étrangers. En réalité, la fin cachée, et la réalité le prouve, a été le développement des profits d'une petite oligarchie financière internationale au détriment de celui de la justice sociale et du bonheur des peuples. C'est ce que vivent les populations du Nord depuis quelques années. Pour faire face au surendettement organisé des États, renforcé depuis peu par le sauvetage des banques, les gouvernements réduisent lourdement les dépenses publiques en préparant en sous main les privatisations des services publics. Le FMI et l'OMC sont devenus presque aussi influents sur les politiques du Nord que sur celles du Sud.

Si faim et pauvreté ont reculé dans la Chine capitaliste et dictatoriale, plus de la moitié des humains vivent encore en 2011 dans une très grande pauvreté, (moins de 1,25 dollars par jour) sans parler des affamés dont le nombre va de nouveau augmenter avec la montée insupportable des cours des céréales en ce début d'année.

Depuis longtemps, pour s'entraider en cas de problèmes graves et assurer la sécurité de leur famille, les femmes ont su créer des tontines en Afrique ou des groupes de protections et de crédits en Inde. Ces diverses formes de

microfinance mutualiste se sont construites sur des bases populaires et autonomes. Elles offraient un réel début d'indépendance aux femmes et leur permettaient d'échapper aux prêteurs privés pratiquant des taux d'intérêts usuraires pouvant aller jusqu'à 5% par jour dans les cas ultimes, spécifiquement en Inde.

C'est bien l'extrême pauvreté du Bangla Desh, résultat d'un partage le plus inégal des biens communs de la planète qui a permis à la Grameen Bank de se créer comme institution de microcrédit et de grandir aussi rapidement. L'intention était socialement intéressante, mais comment imaginer qu'en prêtant des sommes d'argent minimes à des femmes on va lutter contre la pauvreté globale dont les causes sont exogènes. Surtout quand les frais de remboursement sont 5 à 10 fois plus élevés qu'en Europe. Les chercheurs Roesch, Servet, Guérin et Morvant écrivent dans Le Monde du 13.12.2010 à propos du sud de l'Inde : « *Nos recherches établissent que les taux des prêteurs privés (...) les plus fréquents sont autour de 3 à 5 % par mois (soit 36 à 60% par an) (...) le taux effectif est très proche de celui des IMF (institutions de microfinance) actuellement sur la sellette.* » Ce qui contredit la communication des IMF qui ont toujours mis en avant le plus bas niveau de leurs taux par rapport aux prêteurs privés qu'elles qualifient volontiers d'usuriers. La réussite de Muhammad Yunus, créateur de la Grameen Bank, a encouragé les grands organismes financiers de la planète à creuser ce filon en finançant ou créant d'autres agences de microcrédit. « *...investir dans une institution de microfinance donne une rentabilité des capitaux propres de plus de 20 %, un remboursement des prêts à 99 % et tout cela en permettant aux pauvres, et en particulier aux femmes, de créer leurs propres entreprises (...). Toutes nos enquêtes montrent que 90 % de la population d'Andhra Pradesh en Inde est endettée et ne survit qu'en passant d'un crédit à l'autre. Les familles prennent du crédit auprès des IMF non parce qu'elles ont "confiance" mais parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement. Elles remboursent à 100 % non par "confiance" mais parce qu'elles ont besoin de renouveler le crédit pour vivre. Très souvent elles prennent un crédit pour rembourser un autre.* » En langage financier cela s'appelle de la cavalerie, c'est une spirale infernale dont on ne peut jamais sortir. Elle est par contre très profitable aux prêteurs. C'est exactement ce qui est arrivé aux PED après la grande crise de la dette des années 80. L'emprunteur se trouvant contraint de rembourser deux créanciers différents pour la même somme empruntée, risque de doubler les

intérêts à payer. Quand les prêteurs, institutionnels ou privés, ne contrôlent pas le niveau d'endettement d'une femme indienne avant de lui octroyer un nouveau prêt qui, comme les précédents n'est pas destiné à un investissement productif mais tout simplement à faire face à un état de pauvreté insupportable, la vanne du surendettement est ouverte et le flot des drames qui vont en découler sera impossible à endiguer sans une aide extérieure ou une intervention de l'Etat. La pression insupportable des agents de certaines IMF sur de nombreuses femmes indiennes, déjà dans l'impasse du surendettement, ne peut que les pousser au suicide.

« C'est la première fois qu'un parti politique appelle au non-remboursement et cet appel vise plus particulièrement les deux plus grosses et plus connues institutions de microfinance d'Inde : SKS et Spandana. Elles sont accusées de pratiquer des taux d'intérêt "usuraires" et de pousser au suicide les pauvres femmes qui n'arrivent pas à rembourser. (...) Depuis des années, le microcrédit est présenté comme

destiné à financer la création de micro-entreprises par des familles pauvres. Des recherches approfondies sur l'utilisation du crédit et le mode de gestion de ces crédits, notamment par une équipe IRD - Cirad ont mis en évidence que près de huit prêts sur dix sont utilisés comme crédits à la consommation, pour des dépenses de santé, pour l'habitat ou pour des dépenses d'éducation. » LEMONDE.FR | 15.11.10

Libération titre le 10.02.11 : « Chez les paysans indiens, le surendettement tue » 17.000 d'entre eux se sont suicidés en 2009, depuis 10 ans plus de 150.000. Si les IMF ne sont pas directement en cause, les marchands qui vendent à crédit engrais, pesticides et semences hybrides aux paysans pratiquent eux aussi une forme de microcrédit. Et celui qui subit une mauvaise récolte, due à des dérèglements climatiques ou d'autres causes imprévues comme des attaques d'insectes sur le coton OGM, ne peut rapidement plus s'en sortir avec des semences de plus en plus chères qu'il doit racheter chaque année à son marchand ainsi que les intrants

chimiques dont les prix augmentent avec celui du pétrole.

Depuis les injonctions du FMI dans les années 90 pour une dérégulation financière en Inde, les banques agricoles publiques ont disparu. De nombreux mouvements altermondialistes soutiennent le passage vers une agro-écologie moderne, sans intrants chimiques, avec des semences paysannes échangées comme cela se faisait depuis des millénaires. Ce qui est une part de la revendication pour la souveraineté alimentaire. Par fierté et pour délivrer leurs familles enchaînées par des dettes impayables, le paysan indien -souvent en avalant un pesticide qui a causé sa perte- ou la femme indienne, préfèrent mettre fin à leurs jours. En France, où plus d'un paysan se suicide chaque jour, le surendettement est la cause prépondérante même si elle n'est pas la seule.

 Nicolas Sersiron

Chagos

Dans l'océan indien, le peuple des îles Chagos tente de retourner dans son pays, dont il a été expulsé il y a 40 ans

Les habitants de l'archipel des Chagos ont été expulsés de leur pays par les Britanniques dans des conditions iniques, afin d'y installer une très grande base militaire américaine. C'était il y a 40 ans, et pendant toute cette période la communauté des Chagossiens n'a cessé de lutter, avec une détermination sans faille pour son droit au retour. Les plaintes contre le gouvernement britannique ont été nombreuses, quelques batailles juridiques ont été gagnées, certaines permettant même de reconnaître un droit au retour, mais aucune n'a été suivie d'effet. Un grand espoir est placé désormais dans l'examen prochain d'une plainte du Groupe Réfugiés Chagos (GRC) devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg. Dans les pays anglo-saxons, la cause des Chagossiens est soutenue par des personnalités de premier plan. Il est temps que les défenseurs des droits de l'homme des autres pays les rejoignent.

Le contexte

Au sud des Maldives et à l'est des Seychelles, se trouve l'archipel des Chagos, composé d'un ensemble d'îles de faible altitude, d'atolls et de récifs coralliens. Les terres émergées occupent une soixantaine de kilomètres carrés, dont la moitié sur l'île de Diego Garcia, les lagons intérieurs occupent 15 000 km² tandis que la Zone Économique Exclusive (ZEE) attachée à l'archipel, donnant droit à l'exploitation des ressources marines est immense, de la taille de la France.¹

On estime que l'écosystème a une importance écologique mondiale, abritant une biodiversité corallienne très bien préservée et très étendue, la zone servant aussi à l'étude des changements climatiques.

L'archipel est depuis 1965 un territoire britannique, le BIOT (British Indian Ocean Territory), au statut de territoire d'outre-mer. Il a pris ce statut peu avant l'indépendance de l'île Maurice, à la suite de l'achat du territoire par la Grande-Bretagne.

Les Britanniques préparaient alors, avec les Américains, le projet d'installer une base militaire sur l'île principale, Diego Garcia. Ces derniers posèrent comme condition absolue que cette île, ainsi que toutes les îles avoisinantes, soient entièrement vidées de leurs habitants. Ce qui fut fait.

C'est ainsi que les Chagossiens, peuple créole comptant de 1000 à 2000 personnes, habitant les îles depuis des générations, ont été expulsés méthodiquement, proprement déportés, à partir de 1971, avec un cynisme rare qui reste gravé dans les mémoires. On trompait les habitants en les amenant à l'île Maurice pour de prétendues démarches administratives, le retour étant interdit au prétexte que leur île avait été entre temps "fermée". L'interdiction de retour est restée catégorique, sans exception, même pour des visites occasionnelles ou des cérémonies.

Jusqu'à aujourd'hui, 40 ans après, les Chagossiens se battent toujours et espèrent le retour dans leur pays natal. Leur constance est remarquable et leur combat exemplaire.

Ces quarante années ont été une longue suite d'injustices et de déceptions. En voici quelques épisodes marquants.

Les conditions de vie de la plupart des îliens à leur arrivée à l'île Maurice sont décrites comme déplorables dans un rapport de 1981. Ils sont sans toit ou dans des conditions de pauvreté alarmantes : alcoolisme, délits, alphabétisme... Suite à ce rapport, des mesures sont prises pour leur fournir une maison mais nombreux sont ceux qui doivent la vendre pour rembourser les dettes qu'ils ont contractées pour vivre... À plusieurs reprises, les Britanniques versent des indemnités aux îliens, mais une grande partie n'arrive pas aux destinataires.

Les Chagossiens mènent une longue bataille juridique soldée par une victoire majeure devant la Haute Cour de Justice d'Angleterre en 2000. Elle établit que les déportations avaient été illégales et que le "zèle des officiels à appliquer ces politiques de retrait était allé au delà de toute limite". Le gouvernement ne fait pas appel. Le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères admet que les îliens doivent être autorisés à revenir dans toutes les îles sauf Diego Garcia. En 2002, on accorde aux Chagossiens la pleine citoyenneté britannique, et plusieurs partent s'établir près de Gatwick.

En 2004, pourtant, le gouvernement britannique porte un coup d'arrêt en invalidant la décision de la Haute Cour, moyennant deux décisions qui lui permettent de passer outre le parlement. Il s'ensuit une bataille juridique, la Haute Cour jugeant la mesure du gouvernement illégale et même "répugnante". L'appel le confirme : "la liberté de retour dans son pays natal, même s'il est pauvre et que la vie y est difficile, est l'une des libertés fondamentales que l'on reconnaît aux êtres humains".

Le GRC fait alors appel en 2008 auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. Le gouvernement britannique décide - jusqu'à présent - de ne pas résister à l'appel déposé par le Groupe Réfugiés Chagos. Du coup, le rapatriement des Chagossiens apparaît comme une réalité proche.

La cause des Chagossiens a reçu l'appui de personnalités importantes au Royaume-Uni et aux États-Unis, mais très peu en dehors de ces pays. J.M.G. Le Clézio, Prix Nobel de littérature 2008, écrit ainsi à Barack Obama : "Je souhaite attirer votre attention sur une injustice qui dure depuis quarante ans. Je veux parler de la déportation du peuple chagossien"². Ben Fogle, présentateur vedette de la BBC, prend aussi position pour les Chagossiens. Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, interpelle le gouvernement des États-Unis pour que les îles Chagos soient

¹ Wikipedia english, Chagos archipelago

² Le Monde du 17 octobre 2009

rendues à l'Ile Maurice. Les grandes ONG environnementalistes *Nature Conservancy* ou *Greenpeace* suivent attentivement les épisodes juridiques et l'actualité de ce dossier, à forte composante environnementale mais où tout se mêle, impérialisme, environnement, intérêts économiques, conservation, militarisme, humanitaire, droits de l'homme...

La dimension écologique vient s'ajouter récemment à cette situation déjà complexe. À partir de 2008, le gouvernement britannique crée un consortium appelé *Chagos Environment Network* (CEN) qui regroupe les plus grandes institutions britanniques chargées de la protection (conservation) de la nature. L'institution est chargée d'étudier les besoins de protection de l'écosystème des Chagos et envisage de créer des aires protégées. Une consultation est organisée auprès des grandes ONG et du public sur la nécessité d'une conservation accrue des récifs coralliens, d'un point de vue uniquement écologique (270 000 réponses). Cela permet au gouvernement d'attribuer, le 1er avril 2010, de manière inattendue, le statut d'Aire Marine Protégée (AMP ou MPA en anglais) à l'ensemble de l'archipel des Iles Chagos. L'AMP ainsi définie, la plus grande du monde, est de type "no-take", c'est-à-dire "réserve intégrale" avec un impact humain qui doit être extrêmement limité. On notera immédiatement la contradiction du maintien de la base militaire dans cette

nouvelle entité (armements hautement polluants, etc.). La légitimité de cette AMP sera bientôt contestée devant le Tribunal International du Droit de la Mer.

Les ONG de conservation affirment à la fois leur soutien aux mesures de protection intégrales tout en affirmant leur respect du droit des Chagossiens ainsi que la revendication territoriale de Maurice. On peut craindre que le pot de terre des droits des Chagossiens se trouve encore fragilisé devant le pot de fer de l'ensemble des intérêts auxquels s'ajoute la protection de la nature.

Cette crainte est confirmée par une révélation scandaleuse, faite par Wikileaks, dans un câble de mai 2009 venant de l'ambassade des États-Unis à Londres. Extraits : d'après un officiel britannique, "ce parc marin, le plus grand du monde, n'affecterait en aucune manière l'utilisation par le gouvernement US du BIOT, incluant Diego Garcia, à des fins militaires [...] les anciens habitants devraient avoir des difficultés, sinon l'impossibilité, de continuer à demander leur réinstallation dans les îles si l'ensemble de l'archipel des Chagos devenait une réserve marine". L'ensemble des obstacles opposés au respect des droits de retour des Chagossiens est une récapitulation des instruments de domination : colonialisme, impérialisme, militarisme, diplomatie s'appuyant sur des mesures de protection de la nature, tout y est.

Au mois d'avril 2011, une plainte des Chagossiens doit être examinée devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. C'est une étape déterminante pour eux. Il serait opportun que les associations de défense des droits de l'homme soient informées rapidement de ce dossier pour faire face à une possible actualité, pour prendre position et affirmer la solidarité des altermondialistes.

Pour se documenter :

- Wikipedia français Archipel des Chagos, Chagossiens (anglais chagossiens), Diego Garcia.
- Mourade, Issaïe. « Rencontre avec Olivier Bancoult, leader du Groupe Réfugiés Chagos » Vidéo : sur Youtube, 2009, en créole chagossien
- Nombreux articles dans le journal "Le Mauricien" en ligne.
- Oraison, André « Diego Garcia : enjeux de la présence américaine dans l'océan Indien », *Afrique contemporaine* 3/2003 (no 207), p. 115-132. www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-3-page-115.htm
- Sand, Peter. « The Chagos Archipelago – Footprint of Empire, or World Heritage? – ». *Environmental Policy and Law* 40.5 (2010): 232-246
- Sand, Peter H. « Diego Garcia: British-American Legal Black Hole in the Indian Ocean? ». *Journal of Environmental Law* 21.1 (2009): 113-137
- Pilger, John. « Stealing a Nation, a Special Report » Film. <http://video.google.com/55/>
- « The Chagos Islands are Closed. » Film. <http://video.google.com/25/>
- Greenpeace UK. « Why Greenpeace supports a Marine Reserve in the Chagos » Jan 2011. <http://www.greenpeace.org.uk/blog/oceans/why-greenpeace-supports-marine-reserve-chagos-20100224>

 Emmanuel Charles-Dominique

Tunisie, liaisons dangereuses

« Les grandes puissances se rendent compte que l'on peut promouvoir des régimes d'apparence démocratique qui mènent les mêmes politiques néolibérales que des dictateurs... »

Porte-parole du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), Damien Millet s'est intéressé de près à l'Afrique. Il a notamment publié « L'Afrique sans dette » (éditions CADTM-Syllepse, 2005). Il livre à l'« HD » son analyse sur les liens entre entreprises, gouvernement français et pouvoirs dictatoriaux. Ou quand l'économie ne souffre d'aucun principe démocratique ni du respect des droits de l'homme.

HD. Bernard Kouchner, dans le rapport rédigé pour Total sur la présence de ce groupe en Birmanie, affirmait que l'implantation d'entreprises françaises dans les régimes dictatoriaux favorisait la diffusion des droits de l'homme. Pensez-vous que ce soit le cas ?

D.M. Pas du tout. Pendant la guerre froide, l'objectif fondamental était de soutenir les alliés du bloc de l'Ouest contre ceux de l'Est. Ainsi, les États-Unis ont favorisé le renversement d'Allende pour imposer ce laboratoire de l'ultralibéralisme qu'a été le Chili de Pinochet. Les gouvernements français

et les entreprises ont soutenu le Togo d'Eyadema, la Tunisie de Ben Ali, le Zaïre de Mobutu et tant d'autres régimes dictatoriaux. Peu importe que ces dictateurs pillent leur pays, piétinent les droits de l'homme et détournent des fortunes colossales. Ils ont été soutenus pour permettre aux entreprises de faire des affaires et pour favoriser nos intérêts géopolitiques. Après la chute du mur de Berlin, rien n'a vraiment changé : la priorité pour les grandes puissances reste l'application du néolibéralisme, l'ouverture des marchés à leurs entreprises et la docilité des dirigeants du Sud afin qu'ils suivent leurs recommandations et votent selon leurs vœux dans les instances internationales.

HD. Les populations en tirent-elles profit ?

D.M. Elles sont les grandes perdantes. Dans la plupart des pays du Sud, l'arrivée d'entreprises occidentales a lieu dans le cadre du « consensus de Washington » et des « ajustements structurels » du FMI, qui s'accompagnent de l'abandon des subventions aux produits de première nécessité, d'une libéralisation forcée et d'une réduction drastique des budgets sociaux. Ces pays ont dû ouvrir les secteurs profitables, comme les télécoms ou l'énergie, en privatisant la plupart des entreprises publiques pour une bouchée de pain, mais en gardant la justice et l'armée afin que règne l'ordre pour continuer les affaires dans un climat sain. Pour les populations du sud, le cercle est infernal ; elles se saignent pour rembourser la dette, leurs richesses sont

pillées, leurs conditions de vie se dégradent alors que les créanciers et les proches du pouvoir en place s'enrichissent.

HD. Et aujourd'hui ?

D.M. Sous pression de l'opinion publique, certains excès n'ont plus été tolérés. On s'est rendu compte que l'on pouvait promouvoir certains régimes d'apparence démocratique qui mèneraient les mêmes politiques néolibérales que des dictateurs. Les grandes entreprises ont continué d'investir sans entrave, de rafler des parts de marchés et de faire des profits ramenés vers la maison mère sans payer d'impôt. Cependant, on ferme les yeux sur le déroulement des élections, on impose un semblant de démocratie du moment que les gouvernements continuent de servir nos intérêts. L'arrivée de grandes entreprises n'améliore pas la situation des droits de l'homme. Elles disent d'ailleurs ne pas faire de politique, alors que la logique néolibérale qu'elles défendent accroît corruption, dette et pauvreté au Sud. La situation des droits de l'homme est le parent pauvre de la politique étrangère. On ne pourra trouver une solution juste et durable sans remettre en cause les fondements même du modèle économique qui a conduit le monde dans cette impasse.

 Damien Millet

Entretien réalisé par Fabien Perrier pour l'Humanité dimanche



Tunis, le 20 mars 2011

Monsieur Mustapha Kamel Nabli

Gouverneur de notre Banque centrale (BCT)

Monsieur le Gouverneur, le 21 janvier 2011, lors de la conférence de presse que vous avez tenue, peu de temps après votre arrivée de Washington où vous avez dirigé la direction Moyen-Orient/Afrique du Nord à la Banque mondiale, pour occuper le poste de gouverneur de la BCT, vous avez déclaré que : " *La Tunisie remboursera ses dettes dans les délais*", d'un montant de 1120 millions de dinars, " *moyennant le recours aux ressources du budget de l'État*".

Nous, Tunisiennes et Tunisiens, rassemblés en ce jour de gloire devant la banque centrale qui est la nôtre :

- considérant que la Tunisie a besoin de mobiliser, de toute urgence, toutes ses ressources financières afin de faire face aux nécessités de la situation actuelle, notamment : l'extrême pauvreté, l'indemnisation des chômeurs, l'amélioration de la situation matérielle des salariés, etc.;

- considérant la situation exceptionnelle que traverse notre pays et au vu des besoins sociaux immenses;

- considérant l'argument juridique de l'état de nécessité qui permet aux États se trouvant dans de graves difficultés financières de suspendre unilatéralement le paiement de leurs dettes (avec gel des intérêts) pour donner la priorité aux besoins de la population;

- considérant l'exemple de l'Argentine qui a fait le choix de suspendre unilatéralement le

remboursement de sa dette publique entre 2001 et 2005 pour ne pas sacrifier les besoins de sa population et a pu, grâce ce moratoire, renouer avec la croissance économique ;

- considérant que l'ex-dictateur, son gouvernement et son parlement qui ont fait le choix de payer le service de la dette ont été tous chassés par la révolution du peuple tunisien, leurs décisions sont désormais nulles et non avenues ;

- vu que vous avez déclaré, lors de la même conférence de presse, exercer vos fonctions sous l'autorité du Président de la République et que vous n'avez de compte à rendre qu'à lui seul ;

- vu que le mandat de l'actuel Président de la République, n'a plus aucun fondement légal depuis le 15 mars 2011.

En conséquence, votre décision de payer les 1120 millions de dinars prévue dans la Loi n°2010-58, du 17 décembre 2010, portant loi de finances pour l'année 2011, n'a aucun fondement légal, et devra être sanctionnée par des poursuites au pénal et au civil car il s'agit d'un acte hostile au peuple.

Plutôt que de payer la dette du dictateur, en utilisant l'argent du peuple, nous vous informons que nous demandons au pouvoir judiciaire d'agir afin de rapatrier l'argent mal acquis par Ben Ali et ses proches et qui est déposé dans les banques étrangères.

Considérant l'appel (en cours de signature) des parlementaires européens qui demande la suspension immédiate du remboursement des créances européennes (avec gel des intérêts) à l'égard de la Tunisie et un audit de ces créances pour identifier la part illégitime, celle qui n'a pas profité au peuple tunisien et qui doit être annulée sans conditions.

Nous vous demandons de décréter immédiatement un moratoire unilatéral sur la dette publique de la Tunisie (avec gel des intérêts), pendant la durée de réalisation d'un audit de cette dette. En effet, une part importante de celle-ci est héritée de la dictature de Ben Ali et revêt, par conséquent, la qualification

juridique de " dette odieuse ". Selon la doctrine de la dette odieuse, reconnue en droit international : " Si un pouvoir despotique contracte une dette, non pas pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, etc., cette dette est odieuse pour la population de l'État entier (...). Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation ; c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée, par conséquent elle tombe avec la chute de ce pouvoir ". En accordant des prêts à la dictature de Ben Ali, les créanciers « ont commis un acte hostile à l'égard du peuple ; ils ne peuvent donc pas compter que la nation affranchie d'un pouvoir despotique assume les dettes " odieuses ", qui sont des dettes personnelles de ce pouvoir", selon cette doctrine.

L'audit, qui devrait porter sur l'intégralité de la dette publique de la Tunisie et associer des représentants de la société civile tunisienne et internationale, comme l'a fait le gouvernement équatorien en 2007-2008, permettra de faire la lumière sur la destination des fonds empruntés, les circonstances qui entourent la conclusion des contrats de prêts, la contrepartie de ces prêts (les conditionnalités) ainsi que leurs impacts environnementaux, sociaux et économiques. L'audit permettra ainsi d'identifier la part illégitime de la dette tunisienne, qui doit en conséquence être répudiée, mais aussi d'éviter la formation d'un nouveau cycle d'endettement illégitime et insoutenable en responsabilisant les créanciers et le futur gouvernement de Tunisie.

Cette richesse qui est la propriété du peuple tunisien doit lui être restituée. Lui seul est en droit d'en décider l'usage afin de la mettre au service des aspirations légitimes portées par la révolution.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, nos salutations citoyennes.

Signataires :
Raid Attac / Cadtm Tunisie
Union des Diplômés de l'université Chômeurs

100 ans après...

Le 25 mars 1911, se produisit une des plus grandes tragédies industrielles de la cité de New-York, l'usine Triangle brûlait. Le feu se déclara dans cette usine de chemises, située au neuvième étage d'un immeuble. Les ouvrières, principalement des jeunes immigrés italiennes et juives, étaient piégées par les sorties de secours fermées à clé par la direction pour empêcher des vols de tissu. 146 sont mortes, la plupart se sont jetées du dernier étage de l'immeuble pour ne pas mourir dans les flammes. Les spectateurs et pompiers au sol croyaient dans un premier temps qu'on jetait des marchandises. À la fin du feu, les cadavres étaient entassés en quatre couches.

Plus récemment, le 14 décembre 2010 exactement, le même scénario se passait au Bangladesh à Dhaka. Une usine, située au onzième étage d'un immeuble, employant des ouvriers (principalement des femmes) en sous-traitance pour des entreprises américaines

(GAP...), a pris feu. Les employés ont voulu sortir par les sorties de secours mais celles-ci étaient fermées pour empêcher des vols. Ils se sont jetés aussi : 29 morts et plus de cent blessés. Sans remords ni compassion, le directeur a dit que c'était un sabotage de la part des travailleurs.

L'histoire se répète à un détail important près. Les employées qui travaillaient dans l'usine à New York en 1911 gagnaient un salaire de misère pour l'époque : 14 cents l'heure. Ces 14 cents, rapportés au dollar d'aujourd'hui, équivalent à 3,18 dollars l'heure. Les ouvrières au Bangladesh, aujourd'hui, gagnent 28 cents de l'heure. Ceci veut dire que les salaires du Bangladesh aujourd'hui sont moins d'un dixième de ce qui était déjà un salaire de misère aux États-Unis, IL Y A CENT ANS !

Quelques mois avant, ces ouvrières avaient manifesté pour demander une augmentation

(35cts !) la réponse fut : coups de matraques, tirs de balles en caoutchouc et canons à eau+teinture, pour reconnaître les manifestants plus tard.

<http://www.globallabourrights.org/reports?id=0630> (en anglais)

03/2011 - " *La chaîne de vêtements américaine GAP a réalisé un bénéfice net en hausse de 4 % sur son quatrième trimestre 2010, à 365 M\$. C'est plus que ce qu'attendait Gap. Le groupe a toutefois prévenu que la hausse des matières premières, allaient peser sur ses marges en 2011. En attendant, GAP s'est montré généreux avec ses actionnaires, relevant le dividende annuel à 45 cents par action (contre 40 cents pour l'exercice 2010).* "

<http://www.pointsdevente.fr/business/bonne-surprise-art297282-3.html>

 Mike Krolikowski

Fiche mémo **Banque mondiale**

La Banque mondiale a été constituée en 1944, en même temps que le FMI, à Bretton Woods aux États-Unis. Son but initial était de fournir des capitaux publics pour la reconstruction de l'Europe occidentale après la seconde guerre mondiale. Elle s'est ensuite consacrée au financement du développement des PED (pays en développement), un financement aux choix très orientés et fort discutables.

Elle compte plus de 10 000 agents répartis dans une centaine de bureaux installés dans le monde entier.

La BM n'est pas une banque au sens habituel du terme : elle se compose de deux institutions de développement, dont le capital est détenu par ses 187 États membres : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA).

Avec la Société financière internationale (IFC), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), ces cinq organisations forment le " Groupe Banque mondiale ".

Chaque pays membre nomme un gouverneur pour le représenter, en général le ministre des Finances. Le Conseil des gouverneurs siège une fois par an (à l'automne) et fixe les grandes orientations. La réunion de printemps, à Washington, commune avec le FMI, dresse un bilan de leur action. En vertu des statuts de la BIRD, un pays doit être membre du FMI pour pouvoir s'affilier à la Banque.

Comme au FMI, le Conseil d'administration est composé de 24 membres. Les huit pays suivants ont le privilège de pouvoir nommer un administrateur : les États-Unis, le Japon,

l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, la Chine et la Russie. Les seize autres sont nommés par des groupes de pays aux contours souvent surprenants.

Le Conseil d'administration élit un président pour cinq ans. Une règle tacite veut que ce poste soit réservé à un représentant des États-Unis, choisi par le président états-unien. Le CA ne fait qu'entériner ce choix.

Le président actuel est Robert Zoellick qui, après avoir participé aux gouvernements des deux George Bush, travaillait chez Goldman Sachs...

Tout pays membre de la BM reçoit une " quote-part ", à partir de laquelle un savant calcul permet de déterminer le nombre de droits de vote de chaque pays. Contrairement à l'Assemblée générale de l'ONU où un pays possède une seule voix, le système adopté par la Banque mondiale revient à 1\$=1 voix !

Répartition des droits de vote entre les 24 administrateurs de la Banque mondiale en 2010					
Pays	%	Groupe présidé par	%	Groupe présidé par	%
États-Unis	16,40	Autriche	4,68	Indonésie	2,54
Japon	7,87	Pays-Bas	4,52	Koweït	2,91
Allemagne	4,49	Espagne	4,50	Suisse	3,24
France	4,31	Italie	3,51	Bésil	3,59
Royaume-Uni	4,31	Canada	3,85	Inde	3,40
Arabie saoudite	2,79	Suède	3,34	Pakistan	3,19
Chine	2,79	Australie	3,48	Argentine	2,32
Russie	2,79	Soudan	1,67	Sao Tome et Principe	1,72

Source : Banque mondiale

On le voit, les PED ne font pas le poids face à une Triade qui se taille la part du lion et se donne ainsi les moyens d'imposer ses vues systématiquement. Le décalage entre poids démographique et pouvoir d'influence à la Banque mondiale est flagrant :

Droits de vote à la BIRD (%)		
Pays ou groupe	Population en 2010 (en millions)	Droits de vote à la BIRD (%)
Chine	1354	2,79
Inde	1215	3,4
États-Unis	318	16,40
Groupe présidé par Sao Tome Principe	223	1,72
Russie	140	2,79
Japon	127	7,87
France	63	4,31
Arabie saoudite	26	2,79

Source : Banque mondiale ; PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2010*

Toujours comme au FMI, les États-Unis ont imposé une majorité de 85 % pour toutes les décisions importantes. Étant le seul pays avec plus de 15 % des droits de vote, ils ont ainsi d'office une minorité de blocage pour tout changement d'envergure. Le Trésor américain est capable de bloquer tout changement contraire à ses vues. La présence du siège à Washington, à deux pas de la Maison blanche, n'est pas fortuite. Au fil des ans, les États-Unis ont pris soin de maintenir leur part au-dessus de la barre des 15 %.

Les PED empruntent à un taux proche de celui du marché auprès de la BIRD, qui prend soin de sélectionner les projets rentables. La BM emprunte sur les marchés financiers, sa solidité, garantie par les pays riches, lui permet de se procurer ces fonds à un taux avantageux. La BIRD les prête ensuite aux pays membres qui les remboursent sur une période comprise entre 15 et 20 ans.

Cette position privilégiée lui permet de dégager des marges pour son fonctionnement et même de réaliser des bénéfices : entre 1 et 3 mds \$ par an. 24,7 mds \$ ont été prêtés par la BM en 2007.

En accord avec le FMI, la Banque mondiale impose de plus en plus la mise en place de politiques d'ajustement structurel. Elle participe même directement au financement de ces réformes grâce à des prêts spécifiques.

D'une part, la BM a soutenu les alliés stratégiques des USA dans les différentes régions du globe (Mobutu, Suharto, Marcos, Pinochet...).

D'autre part, elle a prêté de manière conditionnelle à des pays qui tentaient d'appliquer des politiques hétérodoxes par rapport au modèle capitaliste dominant. Quand des dirigeants du Sud refusaient de s'y plier, les puissances du Nord n'hésitaient pas à les renverser en mettant en place des dictatures (Lumumba, Olympio, Allende, Sankara) ou à intervenir militairement (Saint-Domingue, Vietnam, Cuba, Gabon, Cameroun, Tchad, République centrafricaine...). En cas d'échec, comme avec Fidel Castro au pouvoir à Cuba depuis 1959, le pays est mis durablement au ban des nations et le prix à payer est là aussi considérable.

Une des spécialités de la BM est le financement de grands projets pharaoniques qui ne profitent pas aux populations locales qui en supportent le remboursement. Ce sont les fameux " éléphants blancs ", barrages, oléoducs et autres gros édifices bien souvent inutiles.

« Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corrompre des gouvernements pendant la guerre froide. Le problème n'était pas alors de savoir si l'argent favorisait le bien-être du pays, mais s'il conduisait à une situation stable, étant donné les réalités géopolitiques mondiales ».

Joseph E. Stiglitz (économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 1999, prix Nobel d'économie en 2001), in *L'Autre mondialisation*, Arte, 7 mars 2000

 Yvette Krolikowski

➤ Cynisme... lucidité...?

Interrogé, dans le 19h de Public Sénat, sur la vente d'armes françaises au général Kadhafi, Serge Dassault, dont le groupe a fourni du matériel à la Libye, a répondu : " *quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent* ".

Warren Buffett estime que le séisme survenu au Japon est typique de l'événement exceptionnel créant une opportunité d'achat des actions des entreprises nippones. " *Si j'avais des actions japonaises, il est certain que je ne les vendrais pas. Il est fréquent que quelque chose de subit comme cela, un événement exceptionnel, crée réellement une opportunité d'achat. J'ai vu ça se produire aux États-Unis et partout dans le monde, et je ne pense pas que le Japon fera exception* ".

➤ Soudan, partage de dette...?

Le 9 juillet prochain, le Sud-Soudan deviendra un État indépendant, le 54ème de l'Afrique.

D'ici là, Nord et Sud doivent régler un ensemble d'enjeux cruciaux : sécurité, citoyenneté, respect des traités internationaux, économie et manne pétrolière, dont 80% des ressources sont concentrées dans le Sud.

Et la dette ?

Le Soudan a une dette estimée à 36 milliards de dollars, incluant 30 milliards en arriérés de paiement, selon les données du FMI, et plaide depuis des mois pour son annulation.

Khartoum n'a pas l'intention d'assumer la totalité de la dette soudanaise, contrairement à ce qu'a avancé l'ex-président américain Jimmy Carter, a affirmé le ministre soudanais des Affaires étrangères, cité par l'agence officielle Suna.

➤ Au suivant...

Réuni à Bruxelles le 24 mars, le Conseil européen espérait que le Portugal demande le recours au plan de sauvetage. Mais le premier ministre José Socrates avait refusé l'aide officielle de l'UE et du FMI. « *Le Portugal n'a pas besoin de plan de sauvetage et je maintiendrai cette position pour défendre mon pays. Parce que je sais ce que cela a signifié pour l'Irlande et la Grèce, et je ne souhaite pas la même chose pour mon pays* », a-t-il déclaré.

Le 5 avril, le chef du gouvernement portugais, poussé par les marchés et leurs agences de notation, a fini par appeler à l'aide en déclarant avoir " *décidé aujourd'hui même d'adresser une demande d'assistance financière à la Commission européenne* ".

Le FMI s'est dit " *prêt à venir en aide au Portugal* ".

➤ Carnet de notes

29/03/2011 - L'agence de notation Standard and Poor's a annoncé mardi avoir abaissé de deux crans la note de la **Grèce** à BB- et d'un cran celle du **Portugal** à BBB-.

21/03/2011 - Moody's a annoncé lundi avoir abaissé de trois crans la note souveraine de la **Grèce**, à B1 contre Ba1 auparavant, et prévenu qu'elle pourrait encore l'abaisser, en raison de difficultés économiques persistantes et du risque de défaut après 2013.

18/03/2011 - Standard & Poor's a dégradé la note souveraine de **Bahreïn** de deux crans à BBB en raison de la détérioration de la situation politique dans cette monarchie du Golfe. " *L'environnement politique et économique est désormais plus difficile en raison des événements qui se sont déroulés dans le pays ces dernières semaines* ", selon l'agence de rating.

16/03/2011 - Standard and Poor's (SP) a annoncé mercredi qu'elle dégradait d'un cran la note de la dette à long terme de la **Tunisie** à BBB-, assortie d'une perspective stable, en raison des incertitudes entourant la situation économique et politique du pays.

16/03/2011 - Moody's a abaissé la note souveraine long terme de l'**Egypte** de Ba2 à Ba3 et maintenu la perspective négative.

16/03/2011 - Moody's a dégradé la note souveraine long terme du **Portugal** de deux crans. Elle passe de A1 à A3 avec une perspective négative.

16/03/2011 - Moody's et Standard & Poor's ont déclaré qu'elles ne comptaient pas sanctionner " dans l'immédiat " la note du **Japon**, ravagé par la catastrophe. L'économie du pays tourne actuellement au ralenti.

10/03/2011 - Moody's a décidé jeudi d'abaisser d'un cran la note souveraine de l'**Espagne**, à "Aa2" contre "Aa1" auparavant, avec perspective négative, se disant toujours sceptique sur la capacité du gouvernement à améliorer les finances du pays.

➤ Islande

Le 9 avril, les Islandais diront si, oui ou non, ils sont d'accord pour assumer le défaut de la banque Icesave. Ce sera le deuxième référendum; lors du premier, qui avait eu lieu le 6 mars 2010, ils avaient refusé cet accord imposé par le Royaume-Uni et les Pays-Bas, pour rembourser leurs clients (3,8 milliards d'euros). Une faillite privée transformée en dette publique.

Toujours à l'affût, les maîtres chanteurs et chefs d'orchestre de la finance, s'empressent de menacer. L'agence de notation Moody's a annoncé que la note de crédit de l'Islande pourrait être abaissée si le "non" l'emportait. " *Si l'accord est rejeté, nous déclasserons sans doute la note de l'Islande à Ba1 ou au-dessous* ".

Pour le printemps, j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales): _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémard

Mise en page : Yvette Krolkowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution